



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les communes

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2020 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les bases nettes de TEOM notifiées par la DDFIP s'élèvent en 2020 à 670 883 147 € pour un produit attendu à taux constant qui s'élève à 75 474 354 euros.

Conformément à l'engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de la TEOM de + 0 % pour 2020.

Produit d'imposition pour 2020 :

Le produit d'imposition prévisionnel de TEOM pour 2020 s'établit comme suit :

Taxe	Bases d'imposition 2020	Taux d'imposition 2020	% d'évolution des taux en 2020	Produit d'imposition 2020 (en euros)
TEOM	670 883 147	11,25 %	0 %	75 474 354 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de maintenir le taux de taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25 %, comme en 2019 ;
- d'approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 TEOM - 3M - 3 exemplaires signés PDT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.